



Communiqué de presse du SNMSU-UNSA Éducation du 28 novembre 2017

Médecins de l'éducation nationale : un attentisme inacceptable !

Le SNMSU-UNSA Éducation dénonce un attentisme inacceptable face à la dégradation de la médecine scolaire et une mascarade de revalorisation pour les médecins de l'éducation nationale.

Deux nouveaux rapports, celui de l'Académie de médecine et celui du Défenseur des droits, pointent, une fois de plus, l'urgence qu'il y a à remédier à la pénurie de médecins de l'éducation nationale et la situation de péril de la santé scolaire.

La publication, début novembre, de deux décrets indiciaires pour les médecins de l'éducation nationale est bien loin d'harmoniser leur carrière sur celle des autres médecins de la Fonction publique. L'attractivité du métier de médecin de l'éducation nationale n'est toujours pas à l'ordre du jour ce qui limite considérablement les possibilités de recrutement et condamne cette profession à l'extinction.

A l'heure du projet de loi de finances 2018, aucune mesure de revalorisation n'est envisagée. Pourtant, cette décision, qui concernerait environ 900 médecins, ne serait qu'une micro goutte d'eau dans le budget de l'Éducation nationale.

Le Ministre de l'Éducation nationale prône une organisation conjointe médecine scolaire - médecine libérale pour la santé des élèves. Le ministère de la Santé, lui, met en avant la prévention à tous les âges de la vie, mais rappelle que la santé des élèves relève du ministère de l'Éducation nationale.

Quant au comité interministériel pour la santé, il reste toujours muet sur la question de la santé des élèves !

Monsieur le Premier Ministre, le SNMSU-UNSA Éducation souscrit pleinement à la priorité de la prévention et à la lutte contre les inégalités sociales de santé. La médecine scolaire est une plus-value pour les élèves et un levier irremplaçable pour une politique de santé de l'enfant et l'adolescent.

L'alignement du statut des médecins de l'éducation nationale sur celui des autres corps équivalents est une mesure légitime pour notre profession.

Cette décision politique serait un signe fort qui permettrait d'éviter la disparition des médecins de l'éducation nationale.

Nous attendons votre décision.

Marianne Barré, Secrétaire générale du SNMSU-UNSA Education